

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 23/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RENAULT TRUCKS SAS

402 avenue Charles de Gaulle
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-25-17-CN
Code AIOT : 0006103844

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement RENAULT TRUCKS SAS implanté 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENAULT TRUCKS SAS
- 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RENAULT TRUCKS, appartenant au groupe AB VOLVO, est spécialisée dans les études, le

développement et la fabrication de véhicules poids lourds et utilitaires. Les activités industrielles exercées dans l'établissement par l'exploitant comprennent notamment les activités d'assemblage de moteurs et composants, d'emboutissage permettant de fabriquer la carrosserie des cabines, d'essais de moteurs fabriqués ainsi que le centre de distribution de pièces de rechange.

L'exploitation de l'établissement situé à Vénissieux est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2018, pour les rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE:

- 1185-2 : Gaz à effet de serre fluorés (déclaration contrôlée) ;
- 1414-3 : Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés (déclaration contrôlée) ;
- 1510-2: Entrepôts (autorisation);
- 1532-2 : Bois ou matériaux combustibles (déclaration) ;
- 2560-1: Travail mécanique des métaux (enregistrement);
- 2564-1 : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (déclaration contrôlée) ;
- 2663-1 : Pneumatiques (déclaration)
- 2921-1: Installations de refroidissement (IRDEFA) (enregistrement);
- 2925-1 : Accumulateurs (déclaration) ;
- 2930-1: Atelier de réparation (enregistrement);
- 2931: Atelier d'essais moteurs (autorisation);
- 2940-2a: Application de peintures (enregistrement);
- 3110: Combustion, puissance thermique nominale totale \geq à 50MW (autorisation) ;
- 4150-2 : Toxicité spécifique pour certains organes cibles (déclaration) ;
- 4330-2 : Liquides inflammables de catégorie 1 (déclaration contrôlée) ;
- 4331-3 : Liquides inflammables de catégorie 2 (déclaration contrôlée) ;
- 4718-2 : Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2 (déclaration contrôlée) ;
- 4719-2 : Acétylène (déclaration) ;
- 4725-2 : Oxygène (déclaration) ;
- 4734-2 : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (déclaration contrôlée).

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une quantité de fluides frigorigènes légèrement supérieure à ce qui a été déclaré (5442 kg). La quantité constatée le jour de l'inspection est de 5605,73 kg dont :

- Division Real Estate (RE) : 4225,23 kg,
- Division Volvo Group Trucks Technology (GTT) : 474,8 kg,
- Division Usine Moteur (UM) : 905,7 kg

Ce point sera revu lors de l'instruction des dossiers en cours de l'exploitant.

Du HFC est encore utilisé dans au moins un équipement (GTT - L10CVL-BIA- n° 5011344 - R23). D'après l'exploitant, il ne lui est pas possible de le substituer.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 de l'Annexe 1	Sans objet
2	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3 et 11.4	Sans objet
3	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
5	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 10/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
6	Confinement	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
8	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
9	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas adressé à l'inspection l'ensemble des fiches d'intervention relatives à l'échantillon d'équipements inspectés. Par ailleurs, l'exploitant ne respecte pas systématiquement les fréquences de contrôle des équipements et ne prend pas systématiquement connaissance des fiches d'intervention (absence de signature). Il est attendu qu'il renforce son organisation et ses méthodes d'archivage afin de respecter ses obligations en la matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 de l'Annexe 1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des équipements concernés
Prescription contrôlée : 3.2. Étiquetage des équipements contenant les fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. (...) 3.3. Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. (...)
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Etiquetage L'inspection a procédé par échantillonnage sur les trois équipements suivants :<ul style="list-style-type: none">• équipement « VGRE-AB7 / Split System / AIRWELL / 111018 » (R22) (RE),• équipement « L10 CVL / BIA/ 5011343 » (R23) (GTT),• équipement « VGRE-F70 / eau glacée Ciat / CIAT / 018686 » (R407C) (RE).L'étiquetage est conforme.• Etat des stocks L'exploitant tient un état des stocks conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3 et 11.4
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains types de gaz
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone Article 5 - Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées 5.1 La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Article 11 - Production, mise sur le marché et utilisation d'hydrochlorofluorocarbures, ainsi que mise sur le marché de produits et d'équipements qui contiennent de telles substances ou qui en sont tributaires 11.3 Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que

<p>le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération.</p> <p>11.4 Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré auprès de l'inspection des fuites de R22 ou R22t chaque année entre 2017 et 2023 (lieu : "Etab de Lyon Confort" géré par RE). L'exploitant explique que ces fuites concernent des équipements démantelés. Lors du démantèlement, des pompages ont été effectués ce qui a permis d'identifier des fuites anciennes. L'exploitant indique mettre en œuvre un plan de retrait du R22 qui s'est déroulé sur 2021, 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection les fiches d'intervention pour l'équipement VGRE-AB7 / Split System / AIRWELL / 111018 » (R22) (RE) pour les années 2019, 2020, 2021 et 2024. Aucune fuite n'est détectée. Aucune recharge impliquant un fluide interdit n'est donc constatée.</p> <p>En revanche, l'exploitant ne dispose d'aucune fiche d'intervention pour les années 2022 et 2023. L'inspection n'est donc pas en mesure de vérifier le respect de la prescription pour ces années et de s'assurer de l'absence de recharge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'absence de certaines fiches d'intervention fait l'objet d'une demande dans la fiche de constat n° 4 "Confinement - Carnet d'entretien des équipements" ainsi que dans la fiche de constat n° 7 "Contrôle périodique des équipements".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains types de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014</p> <p>Article 13 - Restriction d'utilisation</p> <p>13.3 L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température</p>

<p>inférieure à - 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements de réfrigération qui ont fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11, paragraphe 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipement L10 CVL/ BIA / 5011343 (R23) (GTT) contient un gaz à effet de serre fluoré dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2500 et dont la charge est supérieure à 40 Teq CO2.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'interdiction précitée n'était pas applicable à son équipement. En l'absence de justification de l'exploitant, l'inspection considère que cet équipement est concerné par la prescription visée.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les fiches d'intervention sur cet équipement sur les 5 dernières années. L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches d'intervention entre 2019 et 2024. L'inspection constate que les contrôles ont conclu à l'absence de fuite et donc à l'absence d'utilisation de gaz interdit pour la maintenance ou l'entretien.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate qu'en 2024, l'équipement n'a été contrôlé qu'une fois au lieu de deux fois. De plus, la fiche du 5 décembre 2019 n'est pas complétée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'absence de certaines fiches d'intervention fait l'objet d'une demande dans la fiche de constat n° 4 "Confinement - Carnet d'entretien des équipements" ainsi que dans la fiche de constat n° 7 "Contrôle périodique des équipements".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la</p>

charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. (...)

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir les fiches d'intervention des équipements suivants sur les 5 dernières années :

- **Equipement « VGRE-AB7 / Split System / AIRWELL / 111018 » (R22) (RE)**

La fréquence de contrôle est annuelle. Les fiches transmises concernent les années 2019, 2020, 2021 et 2024, les années 2022 et 2023 étant donc manquantes. La nature de l'intervention n'a pas été renseignée dans la fiche de 2020. Aucune fuite n'est cependant constatée. Chaque fiche est signée par l'opérateur et le détenteur.

- **Equipement « L10 CVL / BIA/ 5011343 » (R23) (GTT)**

La fréquence de contrôle est semestrielle. Les fiches transmises concernent les années 2024 (juillet), 2023 (juillet et décembre), 2022 (juillet et décembre), 2021 (juin et décembre), 2020 (juin et décembre), 2019 (juin et décembre, mais fiche du 5 décembre 2019 non complétée). Les fiches de décembre 2021 à aujourd'hui n'ont pas été signées par le détenteur.

- **Equipement « VGRE-F70 / eau glacée Ciat / CIAT / 018686 » (R407C) (RE)**

La fréquence de contrôle est semestrielle. Les fiches transmises concernent les années 2024 (mars et décembre), 2023 (un contrôle périodique en mars, puis en juillet, constat d'une fuite - non réparée - en septembre, suite à fuite, maintenance contrôle non périodique après recharge), 2022 (janvier et octobre), 2020 (novembre), 2019 (juin et octobre), 2018 (novembre).

En conclusion, des fiches sont manquantes laissant supposer que les contrôles périodiques n'ont pas été réalisés. La fréquence des contrôles n'est pas toujours respectée. L'absence de contre-signature par l'exploitant sur certaines fiches laisse supposer que l'exploitant ne contrôle pas systématiquement les fiches, notamment dans le secteur GTT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit contrôler et signer les fiches d'intervention et conserver celles-ci dans les délais requis. Pour ce faire, il doit renforcer son organisation et ses procédures en matière d'archivage. A défaut de mise en conformité, le non-respect de cette prescription pourra faire l'objet d'une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2007, article R. 543-89

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant respecte cette disposition en ce qui concerne les équipements inspectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité . La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité , des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, aucun des trois équipements inspectés ne comportent de vignettes rouges. L'inspection constate qu'une fuite a été détectée sur l'équipement « VGRE-F70 / eau glacée Ciat / CIAT / 018686 » (R407C) (RE) en juillet 2023. Conformément à la prescription contrôlée, l'équipement a été vidangé et le gaz récupéré avant réparation puis recharge en septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite. Pour les HFC : <ul style="list-style-type: none">• charge comprise entre 5 et 50 téqCO₂ : 12 mois (sans détection) / 24 mois (avec détection)• charge comprise entre 50 (inclus) et 500 téqCO₂ : 12 mois (sans détection) / 6 mois (avec détection)• charge supérieure ou égale à 500 téqCO₂ : 6 mois (détection obligatoire) / 3 mois (exception prévue au III de l'art. 3 de l'AM)
Constats : Comme constaté dans les fiches de constat n° 2, 3 et 4, l'exploitant ne respecte pas systématiquement la fréquence des contrôles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter la fréquence des contrôles périodiques et renforcer son organisation pour ce faire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : <div><p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p><p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p><p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant</p></div>

cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant respecte cette prescription pour les équipements inspectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78

Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des fuites

Prescription contrôlée :

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Constats :

Conformément à cette prescription, l'exploitant recourt à des opérateurs disposant des attestations de capacité requises.

Type de suites proposées : Sans suite